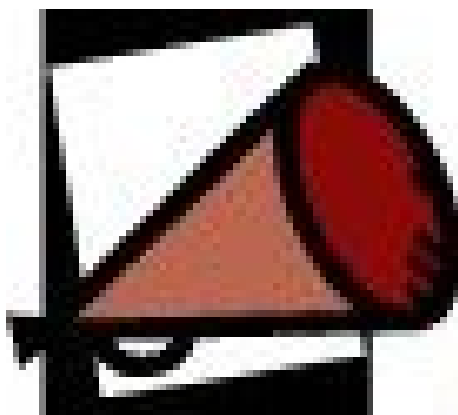


<https://www.pressegauche.org/Des-collectifs-s-unissent-pour-demander-la-liberation-des-personnes-migrantes>



Des collectifs s'unissent pour demander la libération des personnes migrantes détenues à Laval et le respect de leur droit à la dignité et à la santé



Date de mise en ligne : mardi 20 octobre 2020

- Politique canadienne - Politique -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le collectif de solidarité pour Mamadou, avec l'appui de Solidarité sans frontière lance un appel à se mobiliser pour demander la libération de Mamadou Konaté et de toutes les personnes détenues au centre de surveillance de l'immigration de Laval, tout comme le respect de leur droit à la dignité et à la santé.

Alors que le gouvernement renforce les mesures sanitaires pour freiner la vague de contagions, il y aurait, selon nos informations, environ une douzaine de personnes qui se trouvent actuellement détenues au « centre de surveillance de l'immigration », une véritable prison pour personnes migrantes situées à Laval. Comme le disaient Louise Harbour, ancienne représentante spéciale du secrétaire général des Nations-Unies pour les migrations et François Crépeau, ancien rapporteur spécial des Nations-Unies pour les droits de l'homme des migrants dans un article paru cette semaine dans la Presse, « l'irrégularité de leur statut est une infraction administrative qui ne fait pas d'eux des criminels ». Il est, en effet, important de mentionner que les migrant.e.s du Centre de Laval sont détenu.e.s sans procès ni charge d'accusation, l'objectif étant de les tenir captifs jusqu'au jour de leur déportation, soit par incapacité d'établir leur identité ou par crainte que ceux-ci ne se présentent pas à leur date de déportation.

Parmi les personnes actuellement détenues se trouvent Mamadou Konaté, dont le cas symbolique reflète la situation de milliers de personnes à statut précaire. Après avoir vu ses demandes de statut refusées, Mamadou a dû travailler et vivre dans l'ombre, notamment en mettant à risque sa santé en faisant de l'entretien ménager dans les CHSLD. Il a été atteint de la COVID en avril dernier, et une fois guéri, il est retourné travailler, jusqu'au 16 septembre dernier, jour où il s'est présenté aux bureaux des services d'immigration avec son avocat afin de tenter de régulariser sa situation. Il est depuis détenu et en attente d'une date de déportation. Une audience de révision de libération aura lieu le 19 octobre à 9h00 par téléconférence. En attendant, lui et ses camarades détenus sont exposés à un risque élevé de contagion en étant retenus dans un espace confiné.

En mars dernier, des détenu.e.s de la prison pour personnes migrantes ont réalisé une grève de la faim pour protester contre les menaces pour leur santé que représente la détention en temps de pandémie, demandant la libération de tout.e.s les détenu.e.s, l'accès à des soins de santé adéquats et à de l'hébergement sécuritaire. Comme le décrivait un événement organisé en leur soutien à ce moment-là, « les personnes détenues sont exposé(e)s à des centaines de gardien(ne)s, de travailleurs et travailleuses de l'alimentation et au personnel des soins de santé qui entrent et sortent tous les jours ». En avril, une gardienne de la prison pour migrant.e.s avait effectivement été testée positive au test de la COVID-19, confirmant les craintes des détenu.e.s confiné.e.s. Lors de la première vague de la COVID-19, les impacts de la pandémie ont été extrêmement graves dans les communautés carcérales et l'Agence des services frontaliers avait considérablement diminué les détentions de personnes migrantes.

Aujourd'hui, la situation de risque pour les personnes détenues ne fait que s'aggraver. Le gouvernement ne cesse de faire des déclarations sur l'urgence de la situation, déclarant l'alerte rouge dans de nombreuses régions, notamment à Montréal où la situation est critique. Nous posons alors la question à l'Agence de services frontaliers : quelle est la logique derrière la reprise des détentions de personnes migrantes alors que nous sommes en pleine crise sanitaire ?

Une caravane de solidarité est prévue ce dimanche 18 octobre à 13h30 pour demander* que l'Agence de services frontaliers agisse de façon cohérente à la situation de crise et priorise la santé et la sécurité des personnes migrantes et de la société en son ensemble en LIBÉRANT Mamadou Konaté ainsi que toutes les personnes détenues au Centre de surveillance de l'immigration*.